

## INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

## 2018, l'Europe résiliente

L'Union européenne (UE) est à la peine, elle est « en plein désarroi », dit un Américain. Elle finit 2018 dans une odeur de pneus calcinés à un barrage de « gilets jaunes », sur fond de marée montante d'une ultradroite europhobe qui entend sortir renforcée des élections au Parlement européen de juin 2019. Nos confrères des États-Unis sont sans pitié : ils dressent, en cette fin d'année, un tableau apocalyptique de l'état de l'Europe.

Ils n'ont pas tort. Et pas raison non plus. Au tennis, on dirait de l'UE qu'elle est une joueuse de fond de court – laborieuse, pas glamour pour un euro, mais plus solide qu'on ne croit. C'est vrai, la tournée des capitales – Berlin et Paris, notamment – inspire un gros cafard de fin de saison. L'un des grands sachems des relations Internationales aux États-Unis, Richard Haass, président du Council on Foreign Relations de New York, décrit une Europe en souffrance politique, sans leadership.

Le champion de la cause européenne, Emmanuel Macron, souvent bien inspiré sur le sujet, est désavoué à la maison. Encore sous le choc d'une magistrale bronca sociale, le président français pèse moins à Bruxelles. Sa partenaire allemande, Angela Merkel, est en transition – vers la retraite. Elle a snobé le Français, ignorant sa cour assidue. Le célèbre couple franco-allemand ne fait pas d'enfants. Il est en désaccord sur à peu près tous les sujets qui comptent : budget européen et imposition des GAFAs, notamment. La presse d'outre-Rhin peint la France aux couleurs d'un pays du Club Med, incapable de tenir ses engagements de réformes « structurelles ».

A Rome, où une coalition euroceptique est au pouvoir, on se réjouit des malheurs de ces donateurs de leçons de Français. On pense la même chose en Pologne, où le ministre des affaires étrangères, Jacek Czaputowicz, estampille la France en « homme malade de l'Europe ». Avec la Hongrie, la Pologne s'efforce de banaliser la pratique de la « démocratie illibérale » au sein de l'UE. Médiocre, la croissance ralentissait en fin d'année dans l'ensemble européen, tout particulièrement au Royaume-Uni, où le psychodrame du Brexit prend des allures de comédie à l'italienne – on sort, on reste. Ils essaient, ils essaient, les Britanniques, mais, avec le Brexit, « they can't get no satisfaction », dirait Mick Jagger.

« Le futur de la démocratie, de la paix et de la prospérité en Europe, si l'on s'arrête à ce moment précis de son histoire, paraît pour le moins incertain », conclut Richard Haass. Peut-être. Mais de même qu'il n'y a pas eu de « quartiers de Paris littéralement en flammes » – contrairement à ce qu'avance Haass avec désinvolture –, de même l'UE n'a pas fait du surplace en 2018. Loin de là. A sa manière, reine du petit pas technocratique et de la demimesure, elle a progressé.

L'Europe sociale, d'abord, avec, grâce à la pression soutenue de la France, la directive sur le travail détaché, révisée et durcie, comme le rappelait notre corres-

**L'UE EST UNE JOUEUSE DE FOND DE COURT – LABORIEUSE, PAS GLAMOUR POUR UN EURO, MAIS PLUS SOLIDE QU'ON NE CROIT**

pondante à Bruxelles, Cécile Ducourtieux, dans notre édition datée du 13 décembre ; avec l'extension de cette directive au secteur du transport ; avec la décision de créer une Autorité européenne du travail. L'ensemble a un sens : lutter contre le dumping social.

L'UE vient d'adopter un objectif commun de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des voitures sur son territoire. Elle a renforcé la protection de ses frontières extérieures, préparé des normes communes en matière de cybersécurité. Elle a conclu un accord de libre-échange commercial avec le Japon et s'oriente vers un mécanisme de contrôle des investissements de la Chine dans l'ensemble européen.

**La monnaie unique piédestalée**

Inachevée, mal fichue, l'union monétaire a réalisé quelques petits pas, toujours en 2018, avec la progression de l'union bancaire. Rappel d'une réalité qui fait rarement la « une » de la presse : près de 14 millions d'emplois ont été créés dans la zone euro depuis 2013. Une fois au pouvoir, aucun des partis anti-européens – élus sur une dénonciation de l'euro, façon incantation vaudou, comme ce fut le cas en Italie – n'entend renoncer à la monnaie unique. Celle-ci est plébiscitée dans les sondages.

De son côté, la Commission européenne, dûment mandatée par les États membres, applique les règles budgétaires de la zone sans dogmatisme. Elle vient de le prouver en trouvant un accord sur le budget italien. Il en ira de même, demain, avec la France. Il ne faut jamais sous-estimer, comme on le fait outre-Atlantique, ce qui forme l'ADN de l'UE : elle est un processus de négociation permanente – pas très sexy, mais exemplaire.

Le Brexit n'a pas eu d'effet domino. Cette aventure-là ne fait pas envie, et les Vingt-Sept sont restés unis dans les pourparlers menés avec Londres. Tout cela n'est pas sans importance, mais Richard Haass a raison quand il observe que l'UE, « trop lointaine, trop bureaucratique, trop inspirée par les élites et depuis trop longtemps, a progressivement perdu toute séduction dans l'imaginaire de ses populations » (encore que les bureaucrates bruxellois ne sont pas nombreux pour 500 millions d'âmes).

On bute là sur les lignes de fracture de l'Europe : Ouest-Est, anciens et nouveaux membres et, plus encore, Nord créateur et réformé contre Sud débiteur et malheureux dans la mondialisation. Dans l'ensemble occidental, le « modèle », celui que tout le monde envie, c'est le petit groupe d'Europe du Nord, pas l'UE. D'où l'incapacité de celle-ci, trop politiquement et économiquement morcelée, à s'entendre sur de vrais grands projets – mise en valeur systématique d'un socle culturel unique ; taxation des GAFAs ; harmonisation fiscale au sein des Vingt-Sept ; préparation aux vagues migratoires de demain ; vrai budget européen et investissements dans l'économie du futur. Il n'y a pas de libido commune pour ça. ■

**LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND EST EN DÉSACCORD SUR À PEU PRÈS TOUS LES SUJETS QUI COMPTENT**